

Les crédits

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, je veux remercier le député pour son discours qui traite les questions d'une manière concrète et pertinente, expose exactement les problèmes et fournit certaines solutions. En toute honnêteté, il reconnaîtrait, je pense, s'il avait pris un instant pour y réfléchir, que le budget du ministre des Finances présenté en février a insisté pour qu'on aide les entreprises à rationaliser leurs activités et à se moderniser.

Il a parlé de nouvel équipement et de rationalisation. L'augmentation des importations au Canada que nous avons enregistrée — et des exportations aussi naturellement, notre balance commerciale restant excédentaire — est encourageante et intéressante, entre autres, parce qu'elle concerne du matériel neuf et moderne importé au Canada pour rationaliser les entreprises. Nous assistons partout à ce phénomène.

Je vais parler cet après-midi de la circonscription de mon collègue, le Président. L'une des sociétés que j'ai eu le plaisir de visiter avec lui à Stratford dans sa circonscription, la société FAG Bearing Limited, non seulement importe du matériel moderne, mais aussi en met au point et en construit pour son propre usage. C'est merveilleux et cela se produit ici au Canada.

Je suis donc d'accord avec lui. Nous avons augmenté dans le budget la déduction pour amortissement pour permettre aux sociétés d'amortir ce matériel plus rapidement. Nous avons diminué leurs impôts pour les encourager à s'établir maintenant, à créer des emplois et à rationaliser leurs activités.

Donc, le gouvernement fait cela, il faut le reconnaître en toute honnêteté, et je pense que c'est une bonne chose.

J'ai entendu le député dire qu'il faudrait donner d'abord du travail aux gens, puis les former. C'est un problème, parce que les emplois disponibles requièrent des personnes ayant une formation spéciale. Donc, il s'agit en quelque sorte du problème de l'antériorité de la poule ou de l'oeuf. J'ai écouté ce qu'il a dit et je suis d'accord avec lui; je préférerais de beaucoup que les gens retrouvent du travail maintenant, mais les emplois qui sont disponibles demandent une formation spéciale, et par conséquent nous devons nous concentrer sur la formation.

J'ai été très heureux, et je pense encore une fois que le député devrait féliciter le ministre de l'Emploi et de l'Immigration pour avoir trouvé 150 millions de dollars de plus à affecter à la formation à cause du taux élevé de

chômage que nous avons dans notre pays aujourd'hui et du besoin de recyclage qui se fait sentir.

M. Speller: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le ministre sur un certain nombre de points du budget. Cependant, je ne suis pas d'accord sur ses sources de financement.

Je comprends que la dette pose des problèmes et qu'il est important de la réduire. Ce qui est regrettable, c'est que le ministre a pris de l'argent dans un secteur important pour l'allouer à un autre secteur important sans vraiment investir de nouveaux fonds dans l'un ou l'autre de ces secteurs. Or, j'estime qu'il est important que nous investissions de nouveaux fonds. La façon d'obtenir ces nouveaux fonds, c'est d'investir dans la main-d'oeuvre canadienne et de redonner du travail aux Canadiens qui, une fois qu'ils auront un emploi, pourront payer des impôts.

Pour commencer, je proposerais, comme mon chef l'a fait, la mise en place d'un programme d'infrastructure. Nous devons, à mon avis, investir les milliards de dollars nécessaires, car je crois que cela va rapporter doublement. Qui va y gagner? Ce ne sont pas les provinces, mais le gouvernement fédéral, car c'est lui qui va tout récupérer en impôts. Nous n'aurions pas besoin, pour cela, de prélever beaucoup d'argent sur nos budgets de fonctionnement.

Je ne suis pas d'accord non plus avec le gouvernement sur l'idée de la coopération entre Ottawa et ma province, l'Ontario, car le gouvernement fédéral accorde la priorité à la réduction de la dette, tandis que, pour le gouvernement de ma province, la priorité se situe ailleurs. Cela ne profite pas aux Canadiens.

Nous devons mettre de côté nos différends politiques; le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux doivent faire front commun et envoyer aux Canadiens un message clair leur disant qu'ils vont les aider sur ce chapitre et en matière de formation.

Le président suppléant (M. Dingwall): La période réservée aux questions et aux observations est maintenant terminée.

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui exprimer mon appui à la motion dont la Chambre est saisie.

Mes collègues m'ont demandé de présenter les intérêts du nord de l'Ontario dans ce débat, et je leur suis très reconnaissant de m'en avoir offert l'occasion.